

Charlie Hebdo : il faut un vrai débat sur la monstrueuse faillite de notre système judiciaire et des services concernés – Par Justin

écrit par Justin | 13 janvier 2015



Alors que nous assistons à la formidable récupération médiatique et électoraliste des tragédies de cette semaine par le Gouvernement Hollande, **il faudra s'armer de patience pour qu'un vrai débat s'ouvre enfin sur la faillite monstrueuse de notre système judiciaire et des services concernés.** Beaucoup de questions auxquelles les politiques doivent répondre, pourtant.

Comment les frères Kouachi, aux casseroles de djihadistes documentées, ont-ils pu se balader dans la nature sans entrave et amasser l'arsenal qui sert à massacrer des gens désarmés ?

<http://tempsreel.nouvelobs.com/charlie-hebdo/20150111.0BS9699/charlie-hebdo-les-armes-des-djihadistes-peuvent-etre-trouvees->

[en-france.html?](#)

Comment un condamné nommé Coulibaly a-t-il pu être libéré quelques mois après la dernière des 6 condamnations qui caractérisent son parcours judiciaire angélique? entre autres : 2001 : 3 ans, 2 avec sursis, 2004 : 6 ans de prison, 1 sursis et 2013 : 5 ans de prison (« ferme » !!) pour son implication dans le projet d'évasion d'un autre 'jeune', Ali Belkacem et recel d'armes de guerre. Notons au passage le rapport psychiatrique de Coulibaly datant de 2002 (fait en France évidemment, pas au Mali) qui caractérisait l'intéressé de psychopathe « en recherche de puissance ». Durant les perquisitions menées en 2010 à son domicile, les policiers découvrent entre autres des annotations manuscrites se rapportant à des versets coraniques, et des clichés pédophiles. Bref circulez, il n'y a rien à voir.

Combien de terroristes islamistes dans les prisons françaises à l'heure actuelle, engraisés aux frais du contribuable et en attente de libération (imminente ou pas) ? Au regard de la situation calamiteuse de nos services de sécurité on ne rêve même plus d'un suivi de ces menaces permanentes pour le citoyen lambda : tout le monde se fiche en fait de savoir où ils vivent, et de quoi.

Même chose pour les sympathiques « prêcheurs » – impossible d'en savoir le nombre exact – répartis dans nos provinces ou nous savions déjà que l'on ne peut les suivre à la trace, et pas non plus ceux-là soi-disant assignés à résidence. [http://www.lepoint.fr/societe/le-terroriste-said-arif-refait-surface-en-syrie-04-10-2014-1869321_23.php#xtor=CS1-32]

Ces « jeunes » exemples d'intégration réussie doivent certainement beaucoup à la République – Coulibaly aurait été reçu à l'Élysée sous Sarkozy dans le cadre des emplois jeunes ?? l'un des frangins Kouachi lui aussi était sous emploi-jeune, à la mairie de Paris ??... Sans parler de la fratrie de 10 Coulibaly, qui doivent beaucoup à notre système d'allocations familiales.

Leurs frasques criminelles ne sont que des symptômes de problèmes structurels sérieux.

Toutes les gardes à vue distribuées depuis jeudi aux proches, amis et connaissances des trois « héros » sont à présent suspendues. Les très rares arrestations pour apologie d'actes terroristes et propos injurieux contre les victimes qui ont eu lieu depuis mercredi suivront sans aucun doute le même chemin dès la semaine prochaine.

Malgré les vociférations médiatiques de Flamby 1er, tout le monde sait que « protéger toutes les écoles juives et les synagogues » est carrément impossible et va le devenir encore car nous sommes engagés depuis près de 10 ans dans un cycle de 'réformes' suicidaires.

Concernant la réforme des services de renseignements opérant sur le territoire national, le résultat était déjà improbable avant cette dernière tragédie. En 2008 Sarko fit le forcing pour fusionner des services historiquement distincts, aux cultures de travail, moyens et réseaux différents mais complémentaires – et tout aussi compétents, la DST et les RG, au sein de la DCRI (maintenant DGSI). Le résultat n'a jamais été probant mais l'objectif final était surtout l'unification des renseignements territoriaux sous la volonté du pouvoir, une structure unique plus facilement instrumentalisable que ne l'étaient des services professionnels avec une culture de travail et des procédures différentes. L'exemple américain post- 11 septembre (création du 'department of homeland security' et démantèlement des structures compétentes résistants la ligne politique de Bush) fut plus ou moins suivi. Dès le début 2009 les purges d'effectifs démarrent, avec un dégraissage de plus de 14% des effectifs totaux. Les renseignements généraux, scindés en deux, et dont l'histoire remontait à l'ancien régime (1855) seront les grands perdants de la purge. Notons en plus que depuis 2013 Valls a réussi à mettre en place un nouvel accessoire aux fins hautement politiques, le Service central de renseignement territorial,

chargé de fouiller dans les poubelles pour trouver des indications sur « des mouvements revendicatifs ou protestataires ». Cela inclut les groupes pro-environnement et anti nucléaires. Nous faisons sans doute partie de leur catalogue de mouvements 'suspects' de la blogosphère.

La réforme n'a pas favorisé la coordination avec d'autres services – l'administration pénitentiaire, par exemple, ne fournit pas toujours d'indication sur les libérations de djihadistes aux services compétents. La coordination avec la police judiciaire antiterroriste n'est pas non plus automatique, loin de là. Au final, les renseignements en France pâtissent d'une chute des effectifs en baisse depuis 15 ans, d'un renseignement humain en berne remplacé par l'usage de la technologie, et de besoins en analystes spécialisés qui ne sont pas suivi d'embauche, ou très peu. Les medias se sont emparés également des aventures approximatives de la DCRI pour infiltrer les mouvances djihadistes (cas de Mehra). Plus généralement, la structure parvient sans doute à contrôler beaucoup de dossiers mais a trop à suivre pour que cela soit fait de manière exhaustive, et laisse fatalement passer des icebergs.

http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/01/10/les-attentats-en-france-la-myopie-des-services-de-renseignement_4553283_1653578.html#4jWrxcxPHz5aPmp.99

Sans parler de la chaîne pénale dans son ensemble, handicapée elle-même par des facteurs multiples datant de bien avant Taubira: on « décriminalise » depuis des années, et tous les partis – sauf le FN – refusent de dépenser pour construire des prisons : ceci en effet ne satisfait aucun clientélisme local, contrairement aux projets budgétivores style Notre Dame des Landes. Résultat, la surpopulation carcérale (50% de musulmans ? plus ?) dénoncée par nos superviseurs à Bruxelles, et la solution trouvée dans la promotion des libérations anticipée – ou le non-échouage – qui évite encore plus de frais. Personne en France ne termine sa sentence. **Du « Gang des Barbares » combien sont encore sous les verrous ?**

Dans la même veine, beaucoup avaient mis en garde sur les conséquences de **la réforme de la gendarmerie entreprises sous Sarkozy**, avec son passage sous tutelle du ministère de l'intérieur, qui pouvaient annoncer leur disparition progressive avec une assimilation aux policiers. Surtout, le ministère de l'intérieur est le plus soumis aux stratégies politicardes du moment, du mensonge et de la désinformation. Et les règles du jeu entre les personnels du Ministère de la Défense, et ceux de l'Intérieur, n'ont rien à voir.

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/12/12/01016-20141212ARTFIG00079-un-colonel-assure-qu-un-gendarme-vaut-un-policier-et-demi-voire-deux.php>

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2009/01/05/01016-20090105ARTFIG00402-la-gendarmerie-sous-la-tutelle-du-ministere-de-l-interieur-.php>

Si la réforme n'a pas du tout été dans le sens de l'efficacité, elle a permis de licencier, au passage, sans faire de bruit. **Entre 2007 et 2012, Sarko vire 12.000 policiers et gendarmes.** Sans entrer dans le débat sur les polices municipales, bien sûr, opportunité politique mais malaise du décalage entre la protection des citoyens vivants dans des zones aisées et ceux qui ont moins de chance. Les Français n'ont pas fini de payer pour le sabotage engagé par Sarkozy et ses ministres.

<http://www.perdre-la-raison.com/2012/03/police-et-gendarmerie-oui-sarkozy-bien.html>

Beaucoup de policiers et de gendarmes alertent sur leurs conditions de travail et la réalité d'un terrain qu'on s'obstine à nous cacher. Ils le font de plus en plus sur le net.

<http://www.snop.info/frmphp/viewtopic.php?f=4&t=3770>

<http://lagrognegend.blogspot.com/>

Opportunisme politique et incompétence des 'décideurs', réalité économique dominée les contraintes budgétaires, les injonctions bruxelloise ou le dogme du non-étatisme, **tout concourt pour que la protection du citoyen péricle.**

Reformes sans nécessité qui émasculent les départements historiquement compétents qui avaient chacun leur valeur ajoutée – ce qui ne les empêchait nullement de se coordonner efficacement – sur le temple de la rationalisation institutionnelle on supprime encore une fois le savoir-faire qu'on ne saura jamais reconstituer. Tout comme d'autres secteurs professionnels, les coupes budgétaires et les coupes d'effectifs ont ici de visibles effets sur le terrain. Ce qui nous pousse à poser la question, au final, de savoir si la couverture réelle du territoire par nos forces de l'ordre est encore adaptée aux menaces posées par une multiplication de petites cellules d'individus ayant accès au grand banditisme, pris en charge par des formateurs sans complexes ayant souvent pignon sur rue (ou sur mosquées) avec des soutiens extérieurs qui, eux, ne manquent pas de ressources.

Justin